

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/377		
CONVENTION DE REALISATION DE TRAVAUX EN VUE DE RETABLIR LA SERVITUDE DE PASSAGE RIVERAINE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME - TRONCON BONNETTES/GARONNE SITUE SUR LA COMMUNE DU PRADET - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/377

BUREAU DU 17 JUIN 2024

**O B J E T : CONVENTION DE REALISATION DE TRAVAUX EN VUE
DE RETABLIR LA SERVITUDE DE PASSAGE
RIVERAINE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME -
TRONCON BONNETTES/GARONNE SITUE SUR LA
COMMUNE DU PRADET - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2020, portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative au projet de modification de la servitude de passage des piétons le long de ce littoral, en commune du Pradet, du 29 septembre 2020 au 29 octobre 2020,

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SML/BLO/2023 - 02 du 13/02/2023 portant modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral et en fixant les caractéristiques entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne commune du Pradet,

VU l'étude menée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée concernant le déport du sentier du littoral entre les plages des Bonnettes et de la Garonne sur la commune du Pradet pour des raisons de sécurité,

VU le rapport et les conclusions favorables avec réserve du commissaire enquêteur en date du 25 novembre 2020,

CONSIDERANT que le sentier du littoral s'étend sur un linéaire de 47 km, et permet aux habitants et aux visiteurs un libre accès au littoral et au patrimoine naturel et historique,

CONSIDERANT que la réhabilitation du sentier du littoral est un enjeu majeur de la politique littorale, touristique et environnementale de la Métropole,

CONSIDERANT que l'objectif de ces travaux est de maintenir la possibilité pour tous d'accéder librement au littoral en toute sécurité,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a toutefois émis une réserve concernant la copropriété « Le Jeanne d'Arc » laquelle a demandé, pour en permettre la levée, la réalisation des travaux de pose d'un portail télécommandé pour sécuriser la copropriété vis-à-vis des intrusions de piétons tout en assurant le libre passage des véhicules vers la copropriété L'Enclave,

CONSIDERANT que le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 21 094.01 € TTC,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER la réalisation des travaux de fourniture et pose du portail au sein de la copropriété « Jeanne d'Arc ».

ARTICLE 2

DE SIGNER tout document relatif à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à la réalisation des travaux sont inscrits au Budget principal 2024, opération 2321.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION DE REALISATION DE TRAVAUX
EN VUE DE RETABLIR LA SERVITUDE DE
PASSAGE RIVERAINE DU DOMAINE PUBLIC
MARITIME**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision président n° du

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »,

D'une part

Et

La copropriété Le Jeanne d'Arc sise 51 lotissement Jeanne d'Arc au PRADET 83220, agissant par son syndic, dénommé ... à compléter ... dûment habilité à la représenter à l'effet des présentes

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour permettre le libre accès des piétons sur le littoral et assurer la continuité du cheminement, la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 a instauré le principe d'une servitude de passage en bordure du Domaine Public Maritime (DPM).

Depuis 2007, la Métropole TPM prend en charge l'entretien des sentiers littoraux sur son territoire, suivant une convention passée avec l'Etat le 16 janvier 2007.

Sur la commune du Pradet, le tronçon entre les plages des Bonnettes et de la Garonne a été aménagé sur le DPM.

Il est fermé au public par arrêté municipal du 24 mars 2011 en raison de glissements de terrain consécutifs à des intempéries.

Afin de rétablir le libre passage des piétons le long de ce littoral, en évitant les zones dangereuses, il est nécessaire de créer un cheminement en arrière des falaises à risques à l'intérieur des propriétés privées.

Ce déport conduit donc à faire supporter la servitude de passage piéton à ces propriétés, riveraines du DPM (article L 121-31 du code de l'urbanisme).

Est notamment concernée par cette servitude publique de passage déportée, la parcelle cadastrée section AS N° 101 appartenant à la copropriété Le Jeanne d'Arc.

La concernant, les travaux suivants ont été prévus : réhabilitation de l'escalier existant débutant plage des Bonnettes et remontant vers le chemin d'accès à la copropriété L'Enclave, avec une réfection des fondations et de quelques marches, un parement en pierres et le remplacement du grillage par une main courante.

Dans le cadre de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a toutefois émis une réserve concernant la copropriété « Le Jeanne d'Arc » laquelle a demandé, pour en permettre la levée, la réalisation des travaux complémentaires suivants :

Pose et entretien d'un portail télécommandé pour sécuriser la copropriété vis-à-vis des intrusions de piétons tout en assurant le libre passage des véhicules vers la copropriété L'Enclave (cf Notice explicative annexée à l'arrêté préfectoral ci-jointe),

L'annexe visée *supra* précisait notamment :

- Qu'une réflexion devrait s'engager avec les représentants de la copropriété Le Jeanne d'Arc sur l'automatisation et l'entretien du portail.

La Métropole TPM et le bénéficiaire se sont entendus pour installer un portail sur le domaine privé afin d'assurer à la fois la sécurité publique des usagers du sentier du littoral et des copropriétaires de la résidence Jeanne d'arc et ce au travers de la présente convention.

Après concertation, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de régler les conditions et modalités de prise en charge, entre les parties de la pose, l'entretien et le fonctionnement du portail solaire et de ses accessoires, dont la description figure à l'annexe 2 de la présente convention (**descriptif à établir et annexer à la convention - annexe 2**).

Ce portail sera implanté sur la parcelle appartenant au bénéficiaire (cadastrée section AS N° 101).

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES :

ARTICLE 2.1 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TPM :

La Métropole TPM s'engage à prendre en charge les travaux de pose d'un portail solaire télécommandé et des accessoires nécessaires à son fonctionnement (télécommandes), sur la parcelle visée à l'article 1 appartenant au bénéficiaire ; cette implantation étant matérialisée sur le plan annexé à la présente convention (plan des travaux à établir et annexer à la convention - annexe 3).

La réalisation de ces travaux est nécessaire pour permettre la levée de la réserve émise dans le cadre de l'enquête publique afin de pouvoir déporter la servitude : elle répond à un motif d'intérêt général.

ARTICLE 2.2 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Garantir l'accès à sa parcelle telle que susvisée tout le temps nécessaire aux travaux de pose.
- Autoriser la Métropole à faire exécuter et suivre les travaux de pose du portail.
- Prendre en charge l'entretien de l'équipement et ses accessoires à compter de la réception des travaux, ainsi que les frais de fonctionnement et l'assurance du bien.

A l'issue de la réalisation des travaux un PV de réception et remise d'ouvrage sera établi dans les conditions de l'article 3.

Plus précisément, le bénéficiaire, propriétaire du portail et de ses accessoires, fera son affaire de leur entretien, en application du décret n°87-712 du 26 août 1987 : contrôle et maintien en bon état des fixations, de l'alignement, des charnières et pivots, des dispositifs de sécurité (photocellules, tranches et feu d'éclairage, détection d'obstacle), du dispositif solaire etc.

Dans l'hypothèse où la copropriété entendrait déposer et remplacer le portail objet de la présente convention, ces travaux resteraient à sa charge exclusive sans aucune indemnité ou travaux de la part de la Métropole.

ARTICLE 3 – ETAT DES LIEUX – REMISE DE L'OUVRAGE :

Avant le début des travaux de pose du portail, il sera établi un procès-verbal constatant de manière contradictoire l'état des lieux destinés à accueillir cet équipement, signé des deux parties.

Après achèvement des travaux de pose du portail, il sera établi un procès-verbal constatant de manière contradictoire :

- Le parfait achèvement et la conformité du portail et de ses équipements par rapport au descriptif mentionné à l'article 1 de la présente convention.
- La remise effective de l'ouvrage privé au bénéficiaire, emportant également tous les droits afférents aux garanties légales et contractuelles, le cas échéant.

Ce procès-verbal de réception et de remise sera signé des deux parties.

ARTICLE 4 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE :

L'attention du bénéficiaire est attirée sur les conséquences de la remise de l'ouvrage et ses accessoires après réception des travaux, et notamment sur le fait qu'à compter de cette remise, la responsabilité de la Métropole TPM ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Le bénéficiaire reconnaît enfin avoir été informé des limites techniques propres à une alimentation du portail au moyen d'un dispositif solaire dont il a fait le choix (notamment : incidence sur le fonctionnement du portail d'un ensoleillement insuffisant ou de la présence d'ombrages sur les panneaux), et les accepte.

La Métropole TPM ne pourra par conséquent être tenue responsable d'un mauvais fonctionnement du portail, lié au rendement du dispositif solaire.

ARTICLE 5 – CONTESTATION :

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 6 – INFORMATIQUES ET LIBERTES :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 7 – ANNEXES

- Annexe 1 : Notice explicative annexée à l'arrêté préfectoral
- Annexe 2 : Descriptif du portail
- Annexe 3 : Plan des travaux

Les annexes font partie intégrante de la présente convention et ont valeur contractuelle.

Fait à Toulon, le

Le syndic

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean Pierre GIRAN



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des territoires et de la mer du Var

Service mer et littoral

Bureau littoral ouest

SENTIER LITTORAL VAROIS

Commune du Fradet

Entre Les Honnettes et La Couronne

MODIFICATION DU TRACÉ DE LA SERVITUDE DE PASSAGE DES PIÉTONS LE LONG DU LITTORAL



Notice explicative annexée à
l'arrêté préfectoral du **13 FEV. 2023**

Le Préfet du Var,


Evence RICHARD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
du VAR
Service mer et littoral
Bureau littoral ouest

**Modification de la servitude de
passage des piétons le long
du littoral**

**Commune du Pradet
entre les plages des Bonnettes
et de la Garonne**

**NOTICE EXPLICATIVE
concernant la servitude et description sommaire des travaux**

1. Objet

Pour permettre le libre accès des piétons sur le littoral et assurer la continuité du cheminement, le principe d'une servitude de passage, en bordure du Domaine Public Maritime (DPM) a été instaurée par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 en plus du libre passage sur le DPM.

Dans le département du Var qui compte 432 km de côtes, 280 km sont accessibles dont 173 km faisant l'objet de l'application de la servitude.

Sur la commune du Pradet, la servitude de passage a été modifiée par arrêté préfectoral du 4 août 1982 et l'État avec l'aide des collectivités territoriales a ouvert au public un linéaire de 5 km entre la plage de Monaco et Carqueiranne.

En 2007 la métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) a pris en charge l'entretien des sentiers littoraux sur son territoire (convention avec l'État du 16/01/2007).

Sur la commune du Pradet, le tronçon entre les plages des Bonnettes et de la Garonne a été aménagé sur le domaine public maritime. Il est fermé au public par arrêté municipal du 24 mars 2011 en raison des glissements de terrain consécutifs à des intempéries. Auparavant, TPM avait réalisé à plusieurs reprises des travaux de confortement de falaise pour sécuriser ce sentier, mais les dispositifs de plusieurs centaines de milliers d'euros mis en œuvre et renouvelés après plusieurs épisodes de forte pluie n'ont pas assuré la stabilité des sols.

Pour rétablir le libre passage des piétons le long de ce littoral, en évitant les zones dangereuses, il est nécessaire de créer un cheminement en arrière des falaises à risques à l'intérieur des propriétés privées, ce qui modifie le tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral.

2. Procédure :

La modification du sentier du littoral entre les Bonnettes et la Garonne sur la commune du Pradet s'inscrit dans un contexte administratif faisant référence au Code de l'Urbanisme (article L121-31 à article L 121-37 et article R121-9 à article R 121-32).

« Les propriétés riveraines du Domaine Public Maritime sont grevées d'une servitude de 3 m de large destinée à assurer exclusivement le passage des piétons » (cf. article L121-31) et située immédiatement en arrière de la limite du DPM. (cf. article R121-9)

Mais dans de nombreux cas, le passage en limite du DPM ne peut être envisagé en raison de la topographie du site (par exemple falaises), ou de la présence d'obstacles de toute nature. La servitude de passage le long du littoral doit être alors modifiée pour être déportée plus à l'intérieur des propriétés privées (cf. article L121-32).

De plus si le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement est de grever des « terrains situés à moins de 15 mètres d'une habitation édifiée avant le 1er janvier 1976 ou des terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs au 1er janvier 1976 », la servitude doit également être modifiée (cf. article L121-33).

Le tracé et les caractéristiques de la servitude de passage longitudinale peuvent également être modifiés pour tenir compte de l'évolution prévisible du rivage afin d'assurer la pérennité du sentier permettant le cheminement des piétons (cf. article R121-12).

La modification de la servitude fait l'objet d'une démarche qui comprend notamment :

- étude de définition du tracé,
- consultation des Collectivités Locales concernées,
- mise à l'enquête publique du tracé comme en matière d'expropriation,
- délibération du Conseil Municipal,
- approbation du tracé par arrêté préfectoral.

Le dossier d'enquête publique adressé par « le chef du service maritime », au préfet comprend notamment (cf. article R121-16) :

- a) une notice explicative exposant l'objet de l'opération prévue
- b) le plan parcellaire des terrains sur lesquels le transfert de la servitude est envisagée, avec l'indication du tracé à établir et celle de la largeur du passage,
- c) la liste par commune des propriétaires concernés par le transfert de la servitude,
- d) la justification du bien-fondé du tracé retenu, si la servitude a pour effet soit de grever des terrains attenants à des maisons d'habitation qui, au 1er janvier 1976, étaient clos de murs, soit de réduire la distance de 15 mètres par rapport aux bâtiments à usage d'habitation édifiés au 1er janvier 1976 (cf. article R121-17).

3. Analyse du site et principe de modification de la servitude

En 2014, la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) a fait réaliser par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) une étude sur l'aléa chute de bloc qui proposait deux solutions :

- soit maintenir le tracé actuellement fermé et conforter la falaise avec des grillages et filets plaqués pour un coût important, avec un fort impact visuel, et avec un cheminement principalement sur le DPM peu conforme aux stratégies actuelles,
- soit un passage en haut de falaise, plus facile à mettre en œuvre, moins coûteux en entretien, avec un impact visuel limité. Les géologues du CEREMA ont déterminé un recul du cheminement par rapport à la falaise pour pérenniser le tracé. La DDTM, TPM et la commune se sont accordés sur cette proposition.

Par convention du 2 juillet 2019 la métropole a pris en charge les études et travaux pour la création de nouveaux tracés de sentier littoral.

Après négociations avec les propriétaires impactés par la servitude, TPM a établi un projet du nouveau tracé (voir pièces 4 et 5 du dossier d'enquête publique) avec des **aménagements** qui permettent notamment d'assurer le respect des propriétés privées et les exigences de sécurité et d'intimité du centre départemental de l'enfance tout en faisant bénéficier aux promeneurs d'une vue dégagée sur la mer.

Ce nouveau cheminement nécessite une modification de la servitude de passage des piétons le long du littoral. Elle est nécessaire en raison de l'arrêté préfectoral du 4 août 1982 modifiant la servitude de passage des piétons le long du littoral du Pradet, qui, entre les Bonnettes et la Garonne, instituait le passage soit sur le DPM, soit dans la servitude de droit de trois mètres immédiatement en arrière de la limite du DPM. Cette procédure est conduite en application du code de l'urbanisme et nécessite une enquête publique dans les formes prévues par le chapitre IV du titre III du livre 1^{er} du code des relations entre le public et l'administration.

4. Démarche de travail :

L'étude du tracé en objet s'est déroulée de la manière suivante:

- Pré-faisabilité : recherche cadastrale (propriétaires), analyse du site et recensement des contraintes éventuelles (PLU, site classé, site inscrit, Natura 2000, etc.), reconnaissance du terrain avec photos sans pénétrer dans les propriétés privées, restitution et analyse, tracé en plan et ouvrages envisagés.
- Rencontres avec les représentants de la commune pour s'assurer de leur volonté d'ouvrir ce tracé.
- Programmation des crédits d'études.
- Etude du CEREMA sur l'évaluation de l'aléa chute de blocs et retrait du trait de côte.
- Autorisation préfectorale pour pénétrer dans les propriétés : arrêté préfectoral et notification aux propriétaires.
- Relevé topographique détaillé avec limite des propriétés.
- Recherche foncière : par géomètre expert pour préciser limites des parcelles et coordonnées des propriétaires.
- Négociations avec les propriétaires impactés par le projet, notamment avec le centre départemental de l'enfance (CDE) pour le tracé et les dispositifs permettant d'assurer son intimité et sa sécurité.
- Etude de TPM pour le choix du tracé et des aménagements pour le nouveau cheminement, en accord avec les propriétaires.
- Choix d'un tracé qui, dans le cas présent, nécessite une procédure de modification de la servitude.

Ce sentier prend en compte les exigences conférées à ce type d'aménagement :

→respect du caractère naturel, paysage, faune, flore

L'ouverture de ce sentier sera la moins perturbatrice possible vis-à-vis du milieu naturel de par son emplacement, par l'emploi des matériaux utilisés, et par les plantations à envisager.

→sécurité des usagers du sentier du littoral

Le tracé du sentier évitera les zones présentant des risques d'instabilité et assurera la sécurité du randonneur dans les conditions climatiques habituelles les plus fréquentes.

→continuité du cheminement avec les aménagements de part et d'autre

Ce tronçon de 720 mètres permettra de rétablir le libre passage des piétons le long du littoral entre Les Bonnettes et la Garonne. En poursuivant sur le cheminement existant

ouvert, il permettra également une liaison pédestre jusqu'au Blockaus de la plage de Monaco vers l'ouest, et jusqu'à la pointe du Bau Rouge vers l'est.

→ sécurité et tranquillité des propriétés traversées

l'implantation du cheminement a été pensée pour être la plus discrète et la moins perturbatrice possible vis-à-vis des propriétaires riverains et des contraintes spécifiques du CDE;

→ La pérennité des ouvrages

les ouvrages réalisés sur ce cheminement seront réalisés de manière à résister aux conditions difficiles du milieu sans engendrer d'importantes contraintes d'entretien.

→ mise en valeur du site

cet aménagement permettra la mise en valeur de ce site tout en empêchant sa dégradation. Pour ce faire, les travaux se limiteront à des interventions ponctuelles pour franchir et sécuriser les points difficiles de l'itinéraire, faciliter le passage de certains secteurs (création de marches et réhabilitation d'un escalier et d'une banquette maçonnée). Dans la mesure du possible, le tracé offrira des vues mer pour affirmer son identité de sentier du littoral.

5. Description et justification du tracé proposé :

Les différentes limites et emprises de la servitude sont représentées sur le plan n°2.2. A titre indicatif, les travaux prévus (d'ouest en est) pour l'aménagement d'un cheminement dans l'emprise de la servitude sont détaillés dans la pièce numéro 5 et sur le plan n° 6 du dossier d'enquête publique.

Sur les 720 mètres du tracé figurant au présent dossier il ressort que (chiffres arrondis):

- 650 mètres sont en servitude déportée,
- 70 mètres sont situés sur le DPM.

Du point 1 au point 2 :

Le passage de droit en bordure de DPM n'est pas possible en raison de la topographie du terrain (côte rocheuse) et de l'instabilité des falaises.

Pour assurer la continuité du cheminement des piétons et éviter les zones à risques identifiées dans l'étude de faisabilité, le tracé de droit de la servitude doit être modifié.

Il est proposé d'appliquer une servitude de passage déportée d'une largeur de trois mètres dans les propriétés AS 101, AS 181, AT 13, AT 10, AT 7, AT 14, AT 17, AT 16 et AT 15.

Propriété AS 101 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur l'escalier existant qui démarre à la plage des Bonnettes et remonte vers le chemin d'accès à la copropriété « l'enclave » (parcelle AT 11) sur une longueur de 26 mètres.

travaux : Cet escalier sera réhabilité avec une réfection des fondations et de quelques marches, un parement en pierres, et le remplacement du grillage par une main courante en métal thermolaqué.

Propriété AS 181 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur l'escalier puis sur le chemin desservant la copropriété « l'enclave » pour une longueur de 5 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à supprimer une trentaine de mètres de grillage, un portillon et ses piliers.

Propriété AT 13 :

servitude : Côté ouest de la parcelle, Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur la voie d'accès de la copropriété « l'enclave » pour une longueur de 53 mètres.

Côté est, Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur un cheminement existant pour une longueur de 25 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à réaliser un nivellement, un emmarchement (5 marches) en pierre côté est, des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 10 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur la voie d'accès de la copropriété « l'enclave » pour une longueur de 35 mètres, puis de poursuivre sur un sentier à créer dans un talus arboré sur 40 mètres puis en allant vers l'est, sur un chemin existant dans cette parcelle pour une longueur de 60 mètres, puis sur un sentier de 37 mètres à créer pour se tenir à une distance suffisante de la falaise instable.

travaux : Les travaux consisteront à créer l'assiette du sentier sur une longueur de 37 mètres environ, à réaliser deux emmarchements (5 et 4 marches) en pierres, et à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 7 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur un sentier à créer dans un talus pour une longueur de 14 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à créer l'assiette du sentier, à réaliser 4 marches en pierres, et à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 14 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur des parties où le cheminement est actuellement possible sur une longueur de 47 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 17 :

servitude : Cette parcelle de la commune du Pradet est enclavée dans le centre départemental de l'enfance (CDE). Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur des parties où le cheminement est actuellement possible pour une longueur de 16 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à réaliser une clôture rigide de 1,8 mètre de hauteur avec bas-volets, doublée d'un rideau occultant en brandes de bruyère, et à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 16 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur des parties où le cheminement est actuellement possible sur une longueur de 18 mètres.

travaux : Les travaux consisteront à réaliser une clôture rigide de 1,8 mètre de hauteur avec bas-volets, doublée d'un rideau occultant en brandes de bruyère, et à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques.

Propriété AT 15 :

servitude : Il est proposé d'instaurer la servitude modifiée sur des parties où le cheminement est actuellement possible, le long de la clôture existante du CDE côté propriété privée pour une longueur de 234 mètres, puis pour rejoindre le rivage, elle se poursuivra dans un talus pentu avec du couvert arbustif jusqu'au portail existant en arrière d'une cale de mise à l'eau pour une longueur de 40 mètres.

travaux : Pour la partie plane, les travaux consisteront à déposer une double clôture au niveau du terrain multisports, à construire une jardinière plantée d'espèces endémiques, avec soutènement en bois pour rattraper les niveaux lorsque nécessaire, à réaliser une clôture rigide de 1,8 mètre de hauteur avec bas-volets, doublée d'un rideau occultant en brandes de bruyère, à faire des mises en défens avec des piquets bois avec fils de fer en croisillons ainsi que des plantations de grimpantes et d'arbustes endémiques. Pour la partie en pente dans le talus, les travaux consisteront à un débroussaillage dense, à supprimer la clôture existante et sa fondation, à démonter le local kayaks, à supprimer une partie du mur de clôture et du portail de la cale de mise à l'eau, réaliser deux emmarchements avec main courante (par déroctage pour 6 marches et en pierres pour 20 marches), mettre en place un portillon pour l'accès existant vers le CDE.

Du point 2 au point 3 :

servitude : De la cale de mise à l'eau jusqu'à la plage de la Garonne, cette partie de littoral ne présente aucun risque d'instabilité de falaises. Le passage est possible en permanence sur le DPM sur les ouvrages maçonnés construits en 1982 pour le sentier du littoral sur une longueur de 70 mètres. L'application effective de la servitude dans cette section ne présente pas d'intérêt pour le moment.

travaux : Les travaux consisteront à rehausser les banquettes maçonnées existantes d'une hauteur de 0,4 à 1 mètre, pour assurer la sécurité des usagers, mettre une main courante en inox côté mur de soutènement, et réaliser un revêtement non glissant en pierres sur les ouvrages.

6. Conclusion

Le présent dossier concerne la modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne, qui avait été défini par l'arrêté préfectoral du 4 août 1982.

Pour rouvrir ce tronçon de sentier fermé depuis 2011 en raison de l'instabilité des falaises, les études entreprises par la DDTM puis par TPM ont permis de trouver une solution qui permettra aux usagers de cheminer en toute sécurité en bénéficiant de vues sur la mer, et de garantir l'intimité des propriétés privées ainsi que de répondre aux contraintes de fonctionnement du CDE.

Ce nouveau tracé entraîne la modification de la servitude de passage des piétons le long du littoral en la déportant dans les propriétés privées en arrière des zones à risque. A proximité de la plage de la Garonne, le tracé du sentier reprendra le passage existant sur le DPM en pied du mur de soutènement du CDE.

Sur le plan parcellaire est indiqué l'emprise de la servitude de passage des piétons le long du littoral, ainsi que le cheminement de 70 mètres en continuité sur le DPM.

Pour l'aménagement de la servitude de passage des piétons le long du littoral, les travaux à réaliser seront principalement des suppressions de clôtures, du débroussaillage, des améliorations de confort et de sécurité de type escaliers maçonnés et reprofilages de terrain, des mises en défens et des clôtures, des poses de rideaux occultants en bruyère, des plantations de grimpantes ou arbustes endémiques et la réhabilitation d'ouvrage maçonnés sur le DPM.

MODIFICATION DE LA SERVITUDE DE PASSAGE DES PIETONS LE LONG DU LITTORAL

COMMUNE DU PRADET DEVIATION ENTRE LES BONNETTES ET LA GARONNE

LEVÉE DE LA RESERVE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

ANNEXE AU PARAGRAPHE 5 DE LA NOTICE EXPLICATIVE DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

1/ Liste à titre indicatif des travaux complémentaires demandés par la copropriété Jeanne d'Arc suite à la concertation du 11/02/2021

1. Pose et entretien d'un portail télécommandé pour sécuriser la copropriété Jeanne d'Arc vis-à-vis des intrusions de piétons tout en assurant le libre passage des véhicules vers l'Enclave
2. Mise en place d'un brise-vue type clôture haute et bas volets empêchant toute covisibilité entre l'escalier et la parcelle AS 167 propriété de la SCI « les Bordes »

Bien que la notice jointe au dossier d'enquête publique ne la mentionnait pas, la pose du portail était prévue dans le programme de travaux envisagé par la métropole Toulon Provence Méditerranée (maître d'ouvrage).

Une réflexion devra s'engager avec les représentants de la copropriété « Jeanne d'Arc » sur l'automatisation et l'entretien du portail.

Cette liste de travaux est retenue en accord avec la Métropole.

2/ Liste à titre indicatif des travaux complémentaires demandés par la copropriété l'Enclave (non grevée par la servitude de passage des piétons), suite à la concertation du 11/02/2021 et à l'étude de faisabilité du 18/03/2022 réalisée par Géolithe pour le compte de la métropole TPM

Les représentants de « l'Enclave » sont en désaccord avec les travaux souhaités par la copropriété « Jeanne d'Arc », notamment la mise en place d'un portail automatisé sur leur chemin d'accès. En effet, il s'agirait du troisième portail que les copropriétaires auraient à franchir pour rentrer chez eux. Ils demandent donc « l'isolement » du cheminement des piétons par rapport à la route. Cela permettrait également de remplir les exigences de la copropriété « Jeanne d'Arc ».

La liste des travaux demandés est donc la suivante :

- 1 Elargissement côté Nord du chemin d'accès à l'Enclave en empiétant sur la parcelle AS100 propriété de M. Daniels comprenant notamment:
 - abattage d'un arbre (pin d'alep),
 - démolition et reconstruction plus en arrière d'un mur de soutènement sur une longueur de 10 mètres environ,
 - suppression et reconstruction en arrière d'une partie de clôture existante,
 - démolition et reconstruction partielle d'un escalier permettant l'accès piéton à la propriété de M. Daniels,
 - terrassements et réalisation de la nouvelle voie supportant la circulation des véhicules.
- 2 Elargissement côté Nord du chemin d'accès à l'Enclave en empiétant sur la parcelle AT10 propriété de l'association Villepinte comprenant notamment :
 - suppression et reconstruction en arrière d'une partie de clôture existante,
 - terrassements et réalisation de la nouvelle voie supportant la circulation des véhicules.
- 3 Clôture haute pour séparation du cheminement piétonnier et circulation des véhicules sur 75 mètres environ avec brise-vue éventuel et garde-corps piétons côté falaise.
- 4 Mise en place d'un brise-vue type clôture haute et bas volets empêchant toute covisibilité entre le cheminement piétonnier et la parcelle AT11 « l'Enclave ».

Après prise de contact et transmission de l'étude de faisabilité de la solution proposée par « l'Enclave », il s'avère que le propriétaire impacté par cette proposition (M. Daniels, copropriété Jeanne d'Arc), est fermement opposé à tout travaux sur sa parcelle AS100. De plus, la nécessité de ces travaux n'est pas fondée vis à vis des exigences d'un sentier littoral, ni proportionnés au regard de l'impact du cheminement sur la copropriété. La propriété « l'Enclave » n'est et ne sera pas grevée par la servitude de passage des piétons le long du littoral. Enfin, vu leur importance, ils ne pourraient pas être pris en charge financièrement par la métropole TPM (maître d'ouvrage).

Par conséquent, en accord avec la métropole, seule la mise en place d'un brise-vue entre le chemin d'accès servant d'assiette à la servitude et la copropriété (point 4) pourra être envisagée.

ANNEXE 2

Description du portail

Modèle et descriptif du portail



Pour le portail métallique, c'est une fabrication sur mesure de l'entreprise « Provence Portails » comprenant :

- cadre en tube 40x40cm
- barreau en tube 25x25cm
- pivot haut et bas
- pilier en tube 200x200 cm

Dimension du portail : 3.60 x 2m (LxH) (thermolaqué).

Equipements (voir fiches techniques) :

- Motoréducteurs pour portail battant,
- Armoire de commande pour motoréducteurs,
- Photocellules,

- Feu clignotant à LED,
- Panneau solaire,
- Digicode à pile.

Nota : le portail ne sera pas équipé des barres palpeuses pour une utilisation optimale du mécanisme solaire.

Annexe 3

Implantation du portail

1/ Plan d'implantation



2/ Emplacement du portail



Urbavar

242 Impasse de la Ciboulette
83210 LA FARLEDE

Tél : 04 94 65 01 91
Fax : 04 94 65 80 71

Métropole
Toulon Provence Méditerranée
107 Bd Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex 9

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX COURANTS ET DE GENIE CIVIL POUR LA
REHABILITATION ET L'ENTRETIEN DU SENTIER DU LITTORAL ET DES ESPACES NATURELS SUR
LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

LOT 2 Espaces Naturels

Le 10/04/2024

MARCHE N° 201RL21
DEVIS n° SL 83 24 04 01

OBJET: **Bonnettes/Garonne - Portail Motorisé par alimentation solaire**

N° des Prix	Désignation des travaux	U	Q	Prix unitaire	TOTAL
5.11	Clôtures				
5.11.8	Portail motorisé double vantaux thermolaqué	m²	6,5	2 704,36	17 578,34 €

Montant HT	17 578,34 €
TVA 20 %	3 515,67 €
Montant TTC	21 094,01 €

URBAVAR
242, impasse de la Ciboulette
83210 La Farlède
Tél : 04 94 65 01 91
Fax : 04 94 65 80 71
Siret : 501 359 996 000 37

